

# COM(2014) 90 final

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

QUATORZIÈME LÉGISLATURE

**SÉNAT**

SESSION ORDINAIRE DE 2013-2014

---

---

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale  
Le 10 mars 2014

---

---

Enregistré à la Présidence du Sénat  
Le 10 mars 2014

## **TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION**

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT

Proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union européenne et de ses États membres, et à l'application provisoire de l'accord relatif à la participation de la République de Croatie à l'Espace économique européen et du protocole qui y est lié, pour tenir compte de l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne

**E 9140**





**CONSEIL DE  
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 18 février 2014  
(OR. en)**

**6690/14**

---

**Dossier interinstitutionnel:  
2014/0048 (NLE)**

---

**EEE 2  
ELARG 20**

**PROPOSITION**

---

Origine:	Pour le Secrétaire général de la Commission européenne, Monsieur Jordi AYET PUIGARNAU, Directeur
Date de réception:	18 février 2014
Destinataire:	Monsieur Uwe CORSEPIUS, Secrétaire général du Conseil de l'Union européenne
N° doc. Cion:	COM(2014) 90 final
Objet:	Proposition de DÉCISION DU CONSEIL relative à la signature, au nom de l'Union européenne et de ses États membres, et à l'application provisoire de l'accord relatif à la participation de la République de Croatie à l'Espace économique européen et du protocole qui y est lié, pour tenir compte de l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne

---

Les délégations trouveront ci-joint le document COM(2014) 90 final.

---

p.j.: COM(2014) 90 final



Bruxelles, le 17.2.2014  
COM(2014) 90 final

2014/0048 (NLE)

Proposition de

## **DÉCISION DU CONSEIL**

**relative à la signature, au nom de l'Union européenne et de ses États membres, et à l'application provisoire de l'accord relatif à la participation de la République de Croatie à l'Espace économique européen et du protocole qui y est lié, pour tenir compte de l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne**

## EXPOSÉ DES MOTIFS

L'accord sur l'Espace économique européen, ci-après dénommé l'«accord EEE», a été signé le 2 mai 1992 et est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1994.

Conformément à l'acte d'adhésion de la République de Croatie, la Croatie s'engage à devenir partie, aux conditions prévues dans ledit acte, à l'accord sur l'Espace économique européen, conformément à l'article 128 dudit accord.

La proposition ci-jointe constitue l'instrument juridique requis pour la signature et l'application provisoire de l'accord relatif à la participation de la République de Croatie à l'Espace économique européen (ci-après l'«accord») et du protocole additionnel à l'accord entre le Royaume de Norvège et l'Union européenne concernant un mécanisme financier norvégien pour la période 2009-2014 consécutif à la participation de la République de Croatie à l'Espace économique européen (ci-après le «protocole») afin de tenir compte de l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne, qui est lié à l'accord.

Le 4 septembre 2012<sup>1</sup>, le Conseil a autorisé la Commission à ouvrir des négociations avec la République d'Islande, la Principauté de Liechtenstein et le Royaume de Norvège en vue de modifier l'accord EEE et l'accord entre le Royaume de Norvège et l'Union européenne concernant un mécanisme financier norvégien pour la période 2009-2014. Ces négociations ont été menées à bonne fin et ont abouti au paraphe:

- 1) de l'accord;
- 2) du protocole et
- 3) de deux protocoles additionnels, à savoir:
  - a) le protocole additionnel à l'accord entre la Communauté économique européenne et la République d'Islande consécutif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne et
  - b) le protocole additionnel à l'accord entre la Communauté économique européenne et le Royaume de Norvège consécutif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne.

Ces deux protocoles additionnels forment un tout avec l'accord et le protocole actuels, mais font l'objet de propositions distinctes.

Par l'accord proposé, la République de Croatie est intégrée dans l'accord EEE en tant que partie contractante et l'UE s'engage à fournir une version faisant foi de l'accord EEE dans la nouvelle langue officielle de l'UE. Le protocole inclut la Croatie dans le mécanisme financier norvégien.

---

<sup>1</sup> Décision du Conseil autorisant la Commission à ouvrir des négociations en vue de l'adaptation de l'accord sur l'Espace économique européen et de l'accord entre le Royaume de Norvège et l'Union européenne concernant un mécanisme financier norvégien pour la période 2009-2014, dans la perspective de l'élargissement de l'Union européenne à la Croatie (document du Conseil 12865/12 LIMITE).

L'application provisoire de l'accord et du protocole est envisagée à partir de la date stipulée dans un échange de lettres entre les parties, dans l'attente de l'achèvement des procédures nécessaires à leur conclusion formelle et à leur entrée en vigueur.

La Commission, satisfaite des résultats des négociations, invite le Conseil à adopter la décision ci-jointe relative à la signature et à l'application provisoire de l'accord.

Proposition de

## DÉCISION DU CONSEIL

**relative à la signature, au nom de l'Union européenne et de ses États membres, et à l'application provisoire de l'accord relatif à la participation de la République de Croatie à l'Espace économique européen et du protocole qui y est lié, pour tenir compte de l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne**

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 217, en liaison avec l'article 218, paragraphe 5, et l'article 218, paragraphe 8, deuxième alinéa,

vu l'acte d'adhésion de la République de Croatie, et notamment son article 6, paragraphes 2 et 5,

vu la proposition de la Commission européenne<sup>2</sup>,

considérant ce qui suit:

- (1) L'accord sur l'Espace économique européen<sup>3</sup> (ci-après l'«accord EEE») a été signé à Porto le 2 mai 1992.
- (2) La République de Croatie est devenue membre de l'Union européenne le 1<sup>er</sup> juillet 2013.
- (3) Conformément à l'article 6, paragraphe 5, de l'acte d'adhésion de la République de Croatie, la Croatie s'engage à devenir partie, aux conditions prévues dans ledit acte, à l'accord sur l'Espace économique européen, conformément à l'article 128 dudit accord.
- (4) Le 4 septembre 2012, le Conseil a autorisé la Commission à ouvrir des négociations avec la République d'Islande, la Principauté de Liechtenstein et le Royaume de Norvège en vue de modifier l'accord EEE et l'accord entre le Royaume de Norvège et l'Union européenne concernant un mécanisme financier norvégien pour la période 2009-2014. Ces négociations ont été menées à bonne fin et ont abouti au paraphe de l'accord relatif à la participation de la République de Croatie à l'Espace économique européen (ci-après l'«accord») et du protocole additionnel à l'accord entre le Royaume de Norvège et l'Union européenne concernant un mécanisme financier norvégien pour la période 2009-2014 consécutif à la participation de la République de Croatie à l'Espace économique européen (ci-après le «protocole»), qui est lié à l'accord, tous deux joints à la présente décision.

---

<sup>2</sup> JO C du , p. .

<sup>3</sup> JO du , p. .

- (5) Deux protocoles liés ont également été paraphés, à savoir a) le protocole additionnel à l'accord entre le Royaume de Norvège et l'Union européenne concernant un mécanisme financier norvégien pour la période 2009-2014 consécutif à la participation de la République de Croatie à l'Espace économique européen et b) le protocole additionnel à l'accord entre la Communauté économique européenne et la République d'Islande consécutif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne. Ces deux protocoles feront l'objet de décisions du Conseil séparées.
- (6) Dans l'attente de l'achèvement des procédures nécessaires à leur entrée en vigueur et en vue de préserver le bon fonctionnement du marché intérieur au sein de l'Espace économique européen, l'accord et le protocole devraient être appliqués à titre provisoire, conformément à des accords sous forme d'échange de lettres entre l'Union européenne et l'Islande, la Principauté de Liechtenstein et le Royaume de Norvège, respectivement, à compter du jour suivant celui de l'achèvement du dernier de ces échanges de lettres.
- (7) L'accord et le protocole qui y est lié devraient être signés, sous réserve de leur conclusion à une date ultérieure, et être appliqués à titre provisoire,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

*Article premier*

La signature, au nom de l'Union et de ses États membres, de l'accord relatif à la participation de la République de Croatie à l'Espace économique européen et du protocole additionnel à l'accord entre le Royaume de Norvège et l'Union européenne concernant un mécanisme financier norvégien pour la période 2009-2014, qui est lié à l'accord, est autorisée, sous réserve de la conclusion dudit accord et dudit protocole.

Le texte de l'accord et du protocole est joint à la présente décision.

*Article 2*

Le Secrétariat général du Conseil élabore l'instrument de pleins pouvoirs autorisant la ou les personnes indiquées par le négociateur de l'accord à signer celui-ci, sous réserve de sa conclusion.

*Article 3*

Sous réserve de leur conclusion à une date ultérieure et dans l'attente de leur entrée en vigueur, l'accord et le protocole sont appliqués à titre provisoire, conformément à des accords sous forme d'échange de lettres, à compter du jour suivant celui de l'achèvement du dernier de ces échanges de lettres.

Le texte des accords sous forme d'échange de lettres est joint à la présente décision.

*Article 4*

La présente décision entre en vigueur le ...

Fait à Bruxelles, le

*Par le Conseil*  
*Le président*